

L'investissement des associations chinoises dans leur environnement urbain : le cas de Metro-Manila, Philippines

Catherine Gueguen

Volume 1, numéro 1, 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1108139ar>

DOI : <https://doi.org/10.18192/clg-cgl.v1i1.130>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre d'étude en gouvernance, Université d'Ottawa

ISSN

1911-7469 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Gueguen, C. (2008). L'investissement des associations chinoises dans leur environnement urbain : le cas de Metro-Manila, Philippines. *Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale*, 1(1), 63–78.
<https://doi.org/10.18192/clg-cgl.v1i1.130>

Résumé de l'article

La moitié de l'effectif de la population d'origine chinoise des Philippines est implantée dans l'agglomération capitale du pays. Metro-Manila compte près de 400 000 Chinois, majoritairement de nationalité philippine. Leur poids démographique est dérisoire, ce qui leur confère une visibilité minime dans les instances politiques du pays quelle que soit l'échelle d'intervention. Toutefois, le cadre associatif extrêmement varié du pays leur permet d'agir à l'échelle locale dans plusieurs domaines. Leurs actions s'inscrivent dans le domaine caritatif et dans un cadre communautaire. Ainsi, bien qu'ils soient minoritaires y compris dans les zones dites « chinoises » de Manille, leur investissement est multiforme et associé aux activités des autorités administratives locales.

© Catherine Gueguen, 2008



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



*CULTURE AND
LOCAL
GOVERNANCE*

*CULTURE ET
GOUVERNANCE
LOCALE*

VOL. 1, NO. 1

ISSN 1911-7469
Revue publiée par le Centre for Local Government/
Journal published by the Centre for Local Government

Editorial Board / Comité de rédaction

Editorial Board

Isabelle Fortier (École nationale d'administration publique)

Robert V. Segsworth (Laurentian University)

Jonathan Paquette (Université Laurentienne)

Advisory Board

Andrea Bandelli (Consultant, Amsterdam)

Hélène Bélanger (Université du Québec à Montréal)

Ruth Bereson (SUNY at Buffalo)

James Bradburne (King's College, University of London)

Cameron Cartiere (Birkbeck, University of London)

Christoph Eberhard (Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles)

Aurélié Lacassagne (Université Laurentienne)

Patrice LeBlanc (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)

Alain Lefebvre (Université de Toulouse)

Heather L. Mair (University of Waterloo)

Allison McCulloch (Laurentian University)

Tim Nieguth (Laurentian University)

Emilia Palonen (Helsinki Collegium for Advanced Studies, University of Helsinki)

Philippe Poirrier (Université de Bourgogne)

Ian Roberge (Glendon College, York University)

Erin Sharpe (Brock University)

CULTURE AND LOCAL GOVERNANCE CULTURE ET GOUVERNANCE LOCALE

L'INVESTISSEMENT DES ASSOCIATIONS CHINOISES DANS LEUR ENVIRONNEMENT URBAIN : le cas de Metro-Manila, Philippines.

**Catherine GUEGUEN
Paris IV.**

Résumé :

La moitié de l'effectif de la population d'origine chinoise des Philippines est implantée dans l'agglomération capitale du pays. Metro-Manila compte près de 400 000 Chinois, majoritairement de nationalité philippine. Leur poids démographique est dérisoire, ce qui leur confère une visibilité minimale dans les instances politiques du pays quelle que soit l'échelle d'intervention. Toutefois, le cadre associatif extrêmement varié du pays leur permet d'agir à l'échelle locale dans plusieurs domaines. Leurs actions s'inscrivent dans le domaine caritatif et dans un cadre communautaire. Ainsi, bien qu'ils soient minoritaires y compris dans les zones dites « chinoises » de Manille, leur investissement est multiforme et associé aux activités des autorités administratives locales.

Abstract :

Half of the Chinese population of the Philippines is settled in the capital city. 400 000 Chinese live in Metro-Manila, most of them are Pilipino citizens. This population has only a few political representatives through the city. Nevertheless, the huge association's network provides them many opportunities to interfere in the city management. Their projects have two main orientations; the first one is based on rescuing the poor living in their neighbourhood, and the second one is community oriented. Indeed they constitute a minority in the Chinese areas of Manila city; their multiform involving is always linked to the local political units.

- 63 -

***Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale, vol. 1, no. 1, 2008.
ISSN 1911-7469***

L'INVESTISSEMENT DES ASSOCIATIONS CHINOISES DANS LEUR ENVIRONNEMENT URBAIN : le cas de Metro-Manila, Philippines.

La population d'origine chinoise aux Philippines est évaluée à environ 800 000 individus. La moitié de cet effectif se localiserait dans la région capitale de l'archipel : Metro-Manila, un ensemble composé de 17 unités administratives dont la capitale du pays : Manille. À l'échelle de cet ensemble urbain de près de 13 millions d'habitants, la population chinoise est très inégalement répartie. Elle se situe majoritairement au cœur du vieux Manille (avec le quartier chinois : Binondo), dans les zones de marchés des communes limitrophes mais aussi dans les communes périphériques majoritairement résidentielles, où elle a pu accéder à un habitat individuel de qualité à partir des années 1960.

Les Chinois implantés aux Philippines ont majoritairement adopté la nationalité de leur pays d'accueil à la suite de la loi de naturalisation de masse de 1975 ou de leur naissance sur place. Leur participation à la vie politique locale accessible par des votes à la majorité, est relativement restreinte et se limite aux quartiers qu'ils ont investis par leurs activités

économiques ou leurs résidences. La proportion des Chinois aux Philippines est dérisoire, ces derniers compteraient actuellement pour moins de 0,5% de la population de l'archipel. Ils ne dominent numériquement qu'à l'échelle de certains quartiers ou de rues. Leur investissement politique dans la ville est présent sous deux formes. La première est classique puisqu'ils participent aux élections locales comme celles des *barangays* (l'unité administrative de base aux Philippines), lors desquelles ils peuvent devenir des élus municipaux. La deuxième forme d'investissement politique des populations chinoises dans leur environnement est celle du cadre associatif extrêmement développé qui leur permet de compléter ou de suppléer aux carences des autorités élues locales. Cette deuxième forme d'investissement retient toute notre attention puisqu'il s'agit d'une des caractéristiques des réseaux de solidarités propres aux communautés chinoises. Elles agissent dans des espaces urbains restreints ; pour cette raison, il est impossible d'en tracer un portrait exhaustif.

En quoi l'investissement associatif des Chinois dans leur environnement urbain témoigne-t-il d'une certaine intégration et d'un moyen de substitution au mode

d'intervention politique
traditionnel?

Le milieu associatif chinois aux Philippines est varié et comprend des organisations centrées sur la communauté mais aussi des associations d'entraide destinées aux populations démunies. Les partenariats avec les entreprises privées chinoises sont fréquents puisque ces dernières ont souvent en leur sein une association caritative. Ce déploiement du réseau associatif sino-philippin est une construction historique non figée, qui s'enrichit au gré des situations humaines intra urbaines.

I- Manille, Metro-Manila : terreau des associations chinoises.

Il y a actuellement environ 1 000 associations de Chinois aux Philippines. Manille est le centre de cette activité associative¹. Cependant, de nouvelles associations se créent aussi à Manille et dans les autres communes de Metro-Manila.

Les Chinois sont investis politiquement dans le quartier chinois, à l'échelle des *barangays*. Dans les districts II et III de la commune de Manille, où les populations d'origine chinoise sont

les plus nombreuses, sur les 145 *barangays*, seuls 41 ont à leur tête un *Barangay kapitan*² d'origine chinoise. Les associations chinoises sont une forme caractéristique de cette communauté, elles sont tout d'abord nées de la mise en place du flux migratoire entre la Chine continentale (Fujian). Les associations de clan se réfèrent ainsi à l'origine géographique et familiale des migrants ; elles sont chargées de l'intégration des nouveaux migrants dans la communauté chinoise locale. Par la suite, les associations se sont structurées commercialement et politiquement lors de la période espagnole pour gérer le quartier chinois, et aussi parce que les Chinois étaient des résidents permanents de l'agglomération. Ce n'est qu'au tournant du XX^e siècle que les associations se politisent et ce, surtout, avec le changement de statut du pays : les Philippines deviennent un territoire d'Outre-Mer américain jusqu'à son indépendance en 1946. La guerre froide amène une amplification de l'affiliation politique ; les associations chinoises peuvent être perçues comme des éléments de diffusion du communisme ou, au contraire, un moyen pour le contrer. Taiwan et le *Kuomintang* interviennent massivement dans cette lutte et plus particulièrement en posant des jalons à travers la création d'écoles chinoises dans tout l'archipel, et, en épurant les

¹ Wickberg E., 1998.

² Chef de *barangay*

directions d'école jugées sympathisantes au communisme. En 1975, Marcos en reconnaissant la République Populaire de Chine rassemblent des entrepreneurs d'origine chinoise autour de l'idée d'un retour des relations entre les Chinois Outre-Mer et la Mère-Patrie. L'*Amity Club* crée alors son propre réseau associatif. Depuis les années quatre-vingts, les associations chinoises se diversifient et malgré leur spécificité, elles évoluent en lien étroit avec les besoins et attentes de la société civile.

Le vieux quartier chinois de l'agglomération capitale, Binondo est le lieu privilégié d'implantation des sièges des associations de clans. Leur objectif premier est de permettre l'intégration des nouveaux arrivants de Chine continentale. Avec l'interruption des relations diplomatiques avec la Chine continentale pendant environ une trentaine d'années, les flux de migrants s'étaient essouffés. Depuis le début des années quatre-vingt dix et l'assouplissement des conditions de circulation et d'obtention de visas en Asie du Sud-est, les migrants de Chine continentale sont de plus en plus nombreux à venir tenter leur chance aux Philippines et plus particulièrement au cœur du vieux quartier chinois, où la solidarité clanique semble réactivée.

Les écoles et les chambres de commerce sont les éléments visibles des réseaux associatifs chinois dans l'agglomération capitale des Philippines. La commune de Manille abrite 26 des 48 écoles chinoises de Metro-Manila. Quant aux associations affiliées à la *Federation of Filipino-Chinese Chambers of Commerce and Industry* dans la capitale philippine elles sont 66 sur les 158 filiales que compte l'archipel³. Ces dernières relèvent d'une association par secteur d'activité (*Phil. Motorcycle parts dealers ass'n.inc* ou *Phil. School pad and notebooks mfg. Ass'n.inc* pour ne citer que deux exemples...), ou d'associations d'entrepreneurs à l'échelle d'une commune comme la *Fil-Chinese Chamber of Commerce of Quezon city*. Les chambres de commerce inscrites dans l'espace d'une commune sont généralement liées aux écoles chinoises du lieu et sont à l'origine de leur création. Ainsi, sur la commune de Pasay, l'école chinoise *Pasay Chung Hua Academy* abrite en son sein les locaux de la *Fil-Chinese Chamber of commerce of Pasay City*. Une partie du terrain de l'école accueille aussi la brigade des pompiers de la ville, étroitement liée à la Chambre de commerce.

Le cadre urbain de Metro-Manila est une terre de contrastes oscillant entre les immeubles

³ *Federation of Filipino-Chinese Chambers of Commerce and Industry, inc.* 2005.

rutilants des espaces de bureaux de Makati ou de Mandaluyong et le dénuement d'environ 30% de ces habitants qui vivent au dessous du seuil de pauvreté. La commune de Manille et son quartier chinois sont des lieux où la pauvreté est visible par tous, les pauvres travaillent et vivent dans la rue, plus précisément dans l'ouest du quartier chinois, à proximité, et dans la zone portuaire. Cette constatation des inégalités dans la ville accentue le rôle des associations chinoises dans le domaine caritatif, alors qu'à l'origine, leurs actions étaient centrées sur leur communauté.

II- Les associations chinoises pallient les carences des organismes publics.

La visibilité des associations chinoises dans la ville est flagrante. De nombreuses associations mènent des projets dans Metro-Manila, ils suppléent aux manques de moyens des autorités publiques que ce soit au niveau des soins aux personnes ou dans la gestion des espaces urbains qu'ils ont investis.

Afin de procurer des soins aux indigents du quartier, une nouvelle clinique gratuite a été construite dans l'ouest du quartier chinois par la *Manila Chinatown Charity Foundation Inc.*, après 19 ans d'activité. Ainsi, tous les dimanches matins, une équipe de médecins, de dentistes,

d'infirmières et de volontaires se rendent *Plaza del Conde* dans le district de San Nicolas pour donner des soins médicaux aux plus démunis du quartier.⁴ Le nouveau bâtiment, imposant, est composé de quatre niveaux (acupuncture, soins dentaires..). Il a été inauguré le 17 juillet 2005 après un an de construction. La façade comporte plusieurs slogans : une traduction du chinois en *tagalog* qui signifie « Soigne la maladie des autres comme la tienne, la vie de l'autre est aussi importante ». Il occupe 160 m² pour une durée de 25 ans et le terrain a été octroyé par la mairie de Manille contre 1 peso symbolique. L'équipe soignante est composée de 50 à 60 personnes travaillant la semaine dans le secteur médical ou de simples bénévoles qui souhaitent participer aux activités de la clinique (500 patients reçoivent des soins chaque semaine). Le nombre des volontaires a triplé depuis l'ouverture de la clinique gratuite. A l'extérieur, le dispensaire agit en lien avec une association bouddhiste : *Chi Liam Tong* qui s'occupe principalement des opérations de la cataracte ; des médecins *tsinoys*⁵ effectuent alors les soins gratuitement.

La clinique vit de donations, et agit en concertation et avec le

⁴ "The legacy of Tsinoy community service lives", Tulay du 2 Août 2005

⁵ Contraction de *Chinese* et *Pinoy* (Sino-Philippines en Tagalog)

support d'autres associations chinoises⁶, en charge de collecter des fonds s'élevant annuellement à quarante millions de pesos. Le Président de la *Manila Chinatown Charity Foundation*, Mr Go, fit un don d'un million de pesos. Des dons importants vinrent de Chua King Ha, et de la mère de Lucio Tan⁷.

Les entrepreneurs privés s'investissent dans des projets associatifs comme ce fut le cas pour la construction de logements pour les populations des bidonvilles (*Gawad Kalinga*). Au début des années quatre-vingts, le *barangay* de *Bagong Silang* à Kaloocan fut créé à la suite de relocalisations de bidonvilles sous le gouvernement Marcos. Ces endroits étaient qualifiés de « *no man's land* » où logeaient environ 700 000 personnes, le site était insalubre et réputé pour sa forte criminalité. La situation s'améliora quelque peu avec l'action d'associations religieuses (*A Living for Christ Foundation Inc.*) dirigées par des Sino-philippins, qui regroupent

aussi des entrepreneurs⁸. Leurs actions débutèrent en 1999 par la distribution de fonds aux plus démunis pour améliorer leur habitat. Ainsi des *Gawad Kalinga* fleurirent dans le *barangay* ; il s'agit de construire des unités de 40 à 200 logements. L'association de T. Ang See : *Kaisa para kaunlaran* parraine également deux villages à Manille dans les bidonvilles de Baseco et Payatas. Pour ce faire, l'association *Kaisa* obtint le soutien d'autres associations sino-philippines : les unités de base coûtent 25 000 pesos⁹. Les bénéficiaires de ce programme remboursent leur logement par des mensualités de 400 à 750 pesos en accords avec le service bancaire *Home Mortgage Finance Corp.* Des projets de soutiens sanitaires et médicaux émergent en parallèle, les brigades de pompiers sont sollicitées pour réaliser des actions de prévention. En 2003, lorsque le bidonville de Baseco fut ravagé par un incendie, l'action GK fut menée en février 2004 avec le soutien de deux sponsors¹⁰.

La Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie participe à la construction de salles de classes nécessaires, face au croît démographique constant.

⁶ Sont investies la *Progressive Mason Club Inc.*, *Philippine Tiok Lim Grand Mason Inc.*, *South San Nicolas Fire Prevention Association Inc.*, *Gan's Family Association*, *Tiu Gan Temple Corp.*, *Filipino Chinese Acupuncture and Acupressure Association*, *Manila Chinatown Medical Volunteers Association*, *Fookien Merchants General Chambers of Commerce in the Philippines*, *Lim Pok Sy Family Association* and *Filipino Chinese Dental Association*

⁷ *taipan* sino-philippin

⁸ Tan A., *Gawad Kalinga : building communities, not houses*, in Tulay du 10 août 2004.

⁹ 25000 pesos, soit 385 euros

¹⁰ Tulay du 1^{er} Mars 2005, *Housing the poor, lifting their dignity*

Depuis le lancement de ce projet dans les années soixante : 2 700 écoles ont bénéficié de nouveaux bâtiments¹¹. En 1958, le pays manquait d'environ 20 000 salles de classe. Cette estimation doubla en 1961 bien que le Gouvernement entreprit la construction de 10 000 salles de classe. Les investisseurs privés furent aussi sollicités pour financer des bâtiments scolaires. L'opération *Barrio Schools* concerne prioritairement les zones rurales mais les zones urbaines défavorisées sont aussi demandeuses de nouvelles structures. Au total depuis le lancement du projet en avril 2004, 2 800 salles de classe avaient été construites. La *National Capital Region* est une des régions qui en a le plus bénéficiée avec 253 constructions ; les communes les plus soutenues sont Manila (32 réalisations), Quezon city (74), Paranaque (27), Valenzuela (29), Caloocan (13), Malabon-Navotas (17). Ces communes comportent de nombreuses poches de pauvreté ou de bidonvilles intra-urbains ou de vastes bidonvilles en marge de l'agglomération capitale.

La création de brigades de pompiers sino-philippines a été nécessitée par la recrudescence des incendies, d'où l'importance de disposer d'un poste de secours de proximité. En effet, ces brigades de pompiers insérées dans un tissu

urbain dense ont été mises sur pieds dans les années soixante-dix, lorsque la majorité des habitats était en bois. Ces lieux associent toujours résidence et activité, les maisons sont contiguës, ce qui accentue le risque d'extension rapide des incendies. Ainsi Pasay, commune limitrophe de Manille, fut ravagée par d'immenses incendies en 1958, 1963, 1968, 1973, ce qui accéléra la création d'une brigade de pompiers dans cette localité. L'association naquit d'un don de l'entrepreneur Mr Ching Chay To. Les camions de la brigade étaient auparavant garés dans l'enceinte de l'école *Chung Hua Academy*. Les entrepreneurs intégrés à la *Pasay Filipino Chinese Chamber of Commerce* donnèrent un lot de 475 m² pour la construction d'un garage. La brigade de Pasay procure aussi des soins médicaux aux nécessiteux avec l'aide de la *Progressive Mason Club South Metro-Manila Chapter*. Les locaux de la brigade abritent depuis 1991 le *Pasay Filipino Chinese Charitable Health Center*, lequel vient en aide aux indigents du quartier.

Les brigades de pompiers se structurent. En effet, l'*association of Philippine Volunteer Fire Brigades Inc.* a été créée afin de promouvoir la lutte et la prévention contre les incendies à travers les Philippines en encourageant les particuliers à investir en moyens ou en temps dans cette association aux côtés

¹¹ Informations collectées au siège de la Fédération, Août 2005

des pouvoirs publics philippins. En mars 1976, cinq brigades de pompiers se sont associées, et sont toutes issues de Metro-Manila (*South San Nicolas Fire Prevention Association, Inc., Pasay Volunteer's Fire Brigades, Manila Zone 28 North Binondo Fire Prevention Association, New Market Merchants Association Fire Prevention Unit*). Ces brigades sont reliées entre elles afin de pouvoir se mobiliser lors de grands incendies. Plusieurs brigades de pompiers de l'archipel ont rejoint cette association. Le nombre de brigades s'est accru depuis dans le vieux Manille et dans d'autres communes de Metro-Manila¹². Elles mènent des campagnes de prévention contre les risques d'incendies dans les entreprises ou auprès des communautés (dans les *barangay* par exemple). En dehors des activités liées directement aux incendies, l'association procure des soins médicaux gratuits pour les personnes déshéritées des alentours. L'association s'est également ralliée à une association chinoise : *China Fire Protection Association*.



Le siège de la Manila Chinatown Charity Foundation a été inauguré en juillet 2005. Ce bâtiment jouxte la caserne de pompiers. Comme tous les projets caritatifs lancés par les Chinois, ces derniers font appel aux dons de la communauté et à la Mairie de Manille pour l'octroi du terrain. Dans la rue Soler, comme partout dans Binondo ou dans les espaces occupés par les populations chinoises, des casernes de pompiers sont présentes, y compris dans des espaces urbains dégradés pour protéger populations et activités locales. Il n'est pas rare dans le cadre d'une petite association de pompiers que le siège de la caserne soit le lieu d'activité de son président. (clichés de l'auteur, août 2007)

¹² *Divisoria Allied Fire Prevention Inc., Divisoria Traders Volunteer Fire Brigade, Fil-Chinese East Binondo District Fire Prevention, Hometown Volunteer Fire brigade, Soler Volunteer Fire Prevention Center, Santa Cruz Volunteer Fire Brigade, San Juan Volunteer Fire Brigade, San Juan Eagle*

Les sièges des associations sont visibles dans le paysage urbain de Manille et peuvent être originaux dans leurs formes. Le rendez-vous des sympathisants des brigades de pompiers se fait au *Café Mezzanine* localisé dans la rue Ongpin, en face de l'école *Lorenzo Ruiz*. Le gérant de ce café associatif est Mr Gerry Chua, pompier volontaire et président de l'association des brigades de pompiers aux Philippines¹³. C'est aussi un entrepreneur heureux qui fait régulièrement des dons pour améliorer le matériel de la caserne dont il est aussi responsable. En dehors de ces activités d'entrepreneur et de pompier volontaire, Mr Chua devint aussi capitaine du *barangay* 289 en 1989, fonction qu'il occupe encore actuellement.

L'implication des associations chinoises dans leur environnement proche est multiple par des actions médicales ou d'aides d'urgence, comme celles menées par les temples. Les réseaux associatifs des écoles peuvent aussi être investis dans un projet particulier. Ces associations mènent à bien leur projet puisqu'elles collectent des fonds parmi leurs membres ou auprès des entreprises. Les populations chinoises côtoient la pauvreté tous les jours aux portes de leurs villages résidentiels ou de leurs

appartements dans Binondo. L'entraide communautaire se traduit par ces multiples actions citoyennes après des défavorisés de Manille. Le réseau associatif voire caritatif chinois pallie alors les carences de l'Etat philippin.

Une autre forme d'investissement associatif chinois est la mise en place d'associations de propriétaires chinois dans les espaces résidentiels où ils sont majoritaires. En effet, la segmentation des espaces permet la multiplication des représentations politiques, qu'elles dépendent du cadre administratif du *barangay* ou d'une association. À partir des années soixante, de nombreuses familles chinoises accédèrent à un logement individuel, généralement une maison avec jardin dans des villages résidentiels privés des communes périphériques de Manille, devenue très encombrée. Toutefois, bien que ces derniers soient les propriétaires des lieux à 80% comme dans le *barangay* de Damar à Quezon city, ces derniers ne sont numériquement pas majoritaires sur les listes électorales puisque le personnel des ateliers ou de maison est majoritairement philippin. Les populations d'origine chinoise ne sont donc pas représentées à l'échelle du *barangay*, mais elles tiennent les rennes de l'association des propriétaires du village où

¹³ Entretien avec G. Chua, Août 2005

elles résident. Les sièges des deux représentations s'inscrivent dans deux espaces différents (voir clichés), les actions entre les deux instances représentatives sont constantes au niveau de l'entretien de la voirie, du ramassage des ordures ou des actions d'éradication des moustiques dans le périmètre.



Les implantations de populations chinoises dans l'agglomération capitale des Philippines s'accompagnent, par un souci de service de proximité communautaire, de la création d'associations dont les objectifs sont variés mais leurs projets s'inscrivent parfois sur une courte période, dans l'urgence, lors de catastrophes humanitaires.

III- Des associations investies dans la protection communautaire.



La recrudescence des risques au début des années quatre-vingt dix, et notamment celui des enlèvements crapuleux de Chinois dans l'agglomération capitale des Philippines a entraîné la mobilisation de plusieurs associations et la création de nouvelles entités humaines pour parer de nouveaux risques dans le quartier chinois de Binondo ; qui est avant tout un lieu de vie pour la population chinoise du lieu.

Les bâtiments des deux associations de Damar: le premier est celui de l'association des propriétaires du village, autrement dit les Sino-philippins. L'autre bâtiment est celui de l'administration du barangay, le comité local élu lors des élections locales dont les bureaux se trouvent dans l'enceinte du gymnase. (clichés de l'auteur, août 2005)

Le mouvement « *Peace and Order* » est un collectif d'associations travaillant en partenariat avec le Gouvernement

pour réduire la criminalité, mais aussi pour assurer un climat de confiance et de sécurité aux investisseurs. Des réunions ont lieu fréquemment avec les instances communautaires sino-philippines et les services gouvernementaux pour faire le point concernant les urgences (catastrophes climatiques) mais surtout sur les crimes et le terrorisme dans la capitale. La communauté sino-philippine est durement touchée depuis une dizaine d'années par des enlèvements crapuleux et des affaires liées au trafic de drogue. Ainsi pour assurer une vigilance de proximité, une agence a été créée sous l'impulsion de la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie ; elle fournit matériel et locaux à la « Patrol 117 » du *Département of the Interior and Local Government*. La Fédération vient également en aide aux familles des policiers tués lors des interventions sur le terrain.

L'association *Kaisa* s'est révélée très influente après les vagues d'enlèvements de 1992 et 1993 en ralliant à la contestation des multiples associations. Le faible pouvoir politique des Chinois s'est traduit par le problème des *kidnappings* et le peu d'actions menées par le gouvernement pour éliminer ce problème. Mme Ang See, son porte-parole dénonce le manque d'entente politique entre les associations chinoises de

l'archipel. En effet, certaines d'entre elles persistent à penser que les Chinois vivent dans un pays étranger et de ce fait, n'entreprennent aucune action pour contrer ce problème, de peur qu'il y ait des malentendus avec les autorités locales.

Cette vague d'enlèvements intense à partir de 1992 traumatise la communauté locale et a révélé le manque d'efficacité et les limites des associations traditionnelles pour utiliser des pratiques d'un autre temps¹⁴ avec les autorités administratives locales qui en profitent alors, pour demander des renforts logistiques ou des soutiens financiers pour résoudre le problème. Ces organisations se plient aux demandes de l'administration philippine et donnent le nécessaire pour conduire les opérations... Ces méthodes et ces dons n'ont pas suffi à faire cesser les enlèvements et n'ont pas restauré l'ordre et la paix (« *peace and order* »)¹⁵. Après l'élection de Ramos en 1992, les crimes prirent une autre forme : en septembre 1992, deux étudiants furent tués et des enlèvements eurent directement lieu dans *Chinatown*. Le paiement de la rançon ne garantit plus non plus la sécurité des victimes qui

¹⁴ Ang See, 1997, p128 « *used old way of meeting and discussing [...]* »

¹⁵ Ang See, 1997, p128

appartiennent aussi à des milieux modestes.

La contestation s'est transformée en mobilisation médiatique et populaire à travers des manifestations ; des pratiques peu courantes pour les communautés chinoises réputées discrètes. La communauté chinoise organisa une journée « école morte » et une grève des entreprises afin d'être enfin entendue sur ce problème des enlèvements. Les groupes de jeunes proposèrent l'organisation de ronde de surveillance ou de protection avec l'aide des clubs d'arts martiaux. La mobilisation des entreprises fut faible puisque les groupes conservateurs et les groupes pro-Taiwan n'y participèrent pas. En revanche, les médias prirent le relais. Les associations traditionnelles se retrouvèrent isolées comme celles de la *Federation of Filipino-Chinese Chambers of Commerce and Industry* pour ne pas avoir pris part à cette manifestation. Elle déclara par la suite qu'elle avait toute confiance dans le gouvernement pour résoudre ce problème. La Fédération révéla à la communauté chinoise son inefficacité.

Les cinq quotidiens publiés en chinois ne parlèrent pas tous d'une même voix sur les *kidnappings*. De plus, la *General Association of Chinese Schools* (autrefois sous la coupe de

l'Ambassade de Taiwan), d'ordinaire muette, donna des consignes et déclara illégales les fermetures d'écoles pour aller manifester... Il se trouva qu'à cette époque le président Ramos avait des liens très étroits avec Taiwan et des manifestations contre son administration étaient des plus malvenues¹⁶...

Après le décès d'une autre étudiante (Charlene Sy) en janvier 1993, des actions de masse furent entreprises. Kaisa, association en expansion à l'époque, entreprit de réaliser un cortège funéraire. Le *Mouvement pour la restauration de la paix et de l'ordre*¹⁷ fut formé et mobilisa les organisations communautaires pour participer à cette marche funéraire. Lors des funérailles de C. Sy, plusieurs écoles chinoises fermèrent pour que les étudiants puissent se joindre au cortège et les commerces de Binondo étaient clos. 25 000 personnes participèrent à la marche funéraire. La mobilisation gagna les classes moyennes philippines avec l'association : *Citizens Action Against Crime* (CAAC). La manifestation se tint le jour de la fermeture d'un séminaire sur le maintien de l'ordre dans la capitale au PCC (*Philippine Convention Center*) sur Roxas boulevard. À l'extérieur du bâtiment, une

¹⁶ Ang See, 1997, p171

¹⁷ en lien avec la Fédération des chambres de commerce et d'industrie.

centaine d'associations chinoises composaient le cortège, y compris les représentants des associations traditionnelles. Tous manifestaient leur mécontentement devant la montée de la criminalité, mais il s'agissait de défendre son identité philippine et le droit à la sécurité. La mobilisation de l'association *Kaisa* fut aussi médiatique : presse écrite, radio, télévision, locale et internationale¹⁸. Son porte-parole Mme Ang See déplora le silence des autres associations chinoises. Les médias sont, pour son organisation, un des moyens de pression sur les autorités administratives. Les membres de *Kaisa* appartiennent majoritairement à des associations « à l'occidentale » comme les *Rotary Club* ou les associations d'anciens élèves. Elle ajoute que les élus chinois locaux ne représentent du point de vue de leurs idées qu'à peine 10% de la communauté chinoise locale.

Quelques associations ont renforcé la sécurité dans certaines zones de Binondo mais de nombreux enlèvements se déroulent à l'extérieur du vieux quartier chinois. D'autres ont proposé, à défaut d'aide du gouvernement, de louer les services de mercenaires pour identifier les auteurs des exactions.

¹⁸ cf *Newsweek*, *Far Eastern Economic Review*, *New York Times*, *South China Morning Post*...

Cette mobilisation eut des effets non négligeables ; le Président limogea les hauts gradés de la Police nationale. Le nombre de *kidnappings* diminua de manière significative dans la capitale, les mois qui suivirent la manifestation. En revanche, la situation se dégrada à Mindanao. Les enlèvements ont, non seulement, des impacts sur les familles de la communauté chinoise mais aussi sur l'économie du pays. Certains hommes d'affaires choisissent de fermer leur entreprise ou de la déplacer en Chine continentale (ce transfert d'activité est difficilement quantifiable). De plus, ce climat d'insécurité n'attire pas non plus les investisseurs étrangers.

Le nombre d'enlèvements fluctue selon la situation politique du pays¹⁹. A la suite des révélations de fraudes lors des élections présidentielles impliquant la Présidente Arroyo en 2004, des manifestations animèrent la capitale. Les forces de police étaient alors occupées à sécuriser les alentours du palais de Malacanang et maintenir l'ordre. Trois enlèvements contre rançons furent rapportés pendant ces événements de la première quinzaine de juillet 2004.

Le quartier chinois, Binondo, et ses alentours abritent la majorité des résidents d'origine chinoise de

¹⁹ *Tulay* du 19 juillet 2005

Manille. Les associations de *Chinatown* se sont mobilisées contre l'implantation d'un casino au cœur de Binondo. Les activités de jeux sont perçues comme une menace par les habitants du lieu²⁰. En effet, l'hôtel *Binondo Suites* localisé dans la rue Ongpin, abritait des machines à sous dans sa « *VIP room* ». Les résidents et les associations se sont indignés que plusieurs écoles *Merry Angels School, Divine Mercy Learning Center, Lorenzo Ruiz Academy, Sun Yat Sen High School et Su Kuang School* se trouvent à quelques minutes de ce « lieu de perdution ». L'hôtel se situe aussi à proximité de trois églises. La loi philippine n'autorise pas l'implantation d'établissements de jeux dans un rayon de 200 mètres d'un groupe scolaire. Les écoles, les églises et autres associations du quartier n'ont pas tardé à se mobiliser contre l'ouverture de « l'activité casino ». Pour toutes ces associations, les jeux d'argent contribuent à détériorer l'image du pays et donnent de mauvaises habitudes aux jeunes. Les communautés résidentes de Binondo se sont ainsi mobilisées contactant les représentants municipaux et saisissant les médias. Pour de nombreux opposants, il ne s'agit pas de rejeter l'activité casino mais de l'inviter à s'installer dans un autre lieu puisque la rue Ongpin est très densément peuplée, que ce soit

pour les résidences, les commerces et les écoles.

En 2001, le *Lai Lai hotel* (actuel *Binondo Suites*) s'apprêtait à ouvrir un casino mais ce projet fut abandonné. Les machines appartiennent au groupe PAGCOR (*Philippine Amusement and Gaming Corp*). Cette entreprise doit obtenir une autorisation de la mairie pour ouvrir cette salle de jeux. La communauté sino-philippine locale a recueilli des signatures et organisa des manifestations soutenues par les associations religieuses, civiques et commerçantes... Des associations philippines et sino-philippines se sont unies dans un groupe de protestation : *Kilusan Kontra Sugalan*. Ce mouvement a su rallier à sa cause toutes les instances associatives du quartier : *Federation of Filipino-Chinese Chambers of Commerce and Industry, Employers Confederation of the Philippines, Grand Family Association, Wha Chi Veterans Association and Association of Philippine Volunteer Fire Brigades Inc*. Les associations sino-philippines gérant les établissements scolaires de la zone concernée se sont jointes au *Kilusan Kontra Sugalan*.

Certains opposants ont également rappelé le risque engendré par la présence du casino ; des enlèvements ont eu lieu sur le boulevard Roxas et

²⁰ Tulay du 21 septembre 2004

EDSA²¹ à la sortie d'établissements de jeux, et d'ajouter que le parking en face du *Lai-Lai hotel* était le lieu privilégié pour les paiements de rançons. Les commerçants s'insurgeaient aussi contre la mauvaise réputation qu'allait engendrer le casino dans ce quartier de caractère résidentiel, et, où les chalands ne s'aventurent guère au-delà de la rue Ongpin ! Des problèmes de circulation routière se seraient greffés à l'arrivée de cette activité dans un quartier où de nombreuses rues sont à sens unique et le stationnement délicat.

Les associations avaient prévu de mettre en place un comité de surveillance de l'hôtel, en filmant les personnes entrant et sortant de l'établissement. La mobilisation est grande puisqu'un deuxième établissement : le *Premier Hotel* dans la rue Tetuan se proposait aussi d'installer des salles de jeux, lequel se trouve lui aussi à vingt mètres de l'église de Santa-Cruz et non loin de l'école navale (*Philippine Maritime Institute and Feati University*). Les résidents rappelaient aussi leur mauvaise expérience de l'installation du *Casino Filipino* dans la rue Ronquillo. Ils avaient, en effet, réagi trop tard et n'avaient pu empêcher son ouverture.

²¹ EDSA : *Epifanio de los Santos* : boulevard périphérique ceinturant l'agglomération-capitale.

Les actions des associations chinoises sont menées dans un environnement urbain familial qu'elles souhaitent préserver et améliorer selon les cas de figure. Les associations sont plus ou moins anciennes et se créent au fil des besoins de la communauté chinoise implantée à Manille. Les associations de clans longtemps assoupies retrouvent une nouvelle vigueur avec les flux de migrants de Chine continentale qui ne manquent pas de les solliciter pour s'intégrer localement ! Les écoles chinoises sont, elles aussi, régies par le mode associatif et répondent aux besoins de la communauté chinoise locale. De nouvelles associations « civiques » se créent dans le but de défendre les intérêts communautaires face à des problèmes sécuritaires ; pendant longtemps l'aspect sécuritaire concernait les incendies ; si aujourd'hui ce risque est toujours d'actualité, ce sont les enlèvements crapuleux de Chinois ou les activités considérées comme nuisibles qui animent la défense de la communauté.

Conclusion :

Les populations d'origine chinoise sont minoritaires et ce, quel que soit l'unité administrative dans laquelle elles évoluent. Le cadre associatif leur procure une latitude d'intervention au niveau de

leurs espaces en aidant les populations déshéritées qui jouxtent leurs commerces ou habitations et, en intervenant au niveau de la sécurité communautaire. Leurs associations se renouvellent et leurs activités sont parfois ponctuelles. Toutefois, leur pérennité se traduit dans la ville par la construction de bâtiments dédiés exclusivement à cet effet. Les intervenants dans ce cadre associatif sont multiples ; il s'agit de donateurs privés dont les entreprises disposent d'une cellule dédiée aux actions caritatives. Les Chinois à l'échelle de leurs espaces résidentiels et de commerce ont ainsi de réels moyens d'interventions politiques dans un cadre légal et de coopération avec les autorités locales élues à la majorité.

Références :

AMYOT J., 1972, *The Manila Chinese*, Ateneo de Manila, Manille, 170 p

ANG SEE T., 2005, *Tsinoy, the story of the Chinese in Philippine life*, Kaisa para kaunlaran Inc., Manila, 267 p.

ANG SEE T., 2004, *Chinese in the Philippines, problems and perspectives*, vol.III, Kaisa para sa kaunlaran,inc, Manila, 219 p.

BAFFIE J., 1998, *Violence et ethnicité: les enlèvements de Chinois aux Philippines*, in ASEANIE, Sciences humaines en Asie du Sud-Est, n° 2(Nov.) p 109-135.

WICKBERG E., 1998, *Chinese organizations in Philippine Cities since the second world war:the case of Manila*, in *The Chinese diaspora selected essay*, vol I, edited by Wang Ling-Chi and Wang Gungwu, Times Academic Press, Singapour, pp 224-251